



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 3 de JUN 2016

[www.etudes-fiscales-internationales.com/](http://www.etudes-fiscales-internationales.com/)  
pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite

**Un homme politique considère la prochaine élection !  
Un homme d'état considère la prochaine génération !  
(Winston Churchill)**

[Les lettres fiscales d'EFI](#)  
[Pour lire les tribunes antérieures cliquer](#)

[Lettre EFI du 6 JUIN 2016](#) [Lettre EFI du 13 JUIN 2016](#)

[Lettre EFI du 20 JUIN 2016](#)

Pour placer dans votre dossier "les lettres d'EFI" sur votre bureau

[le système fiscal suisse \(maj. juin 2016\)](#)

[Brochure pratique DGFIP Impôt sur le revenu 2015](#)

[-Précis de fiscalité DGFIP 2015 :  
2ème édition, à jour au 15 décembre 2015.](#)

le système fiscal suisse (maj. juin 2016).....	1
Le budget de l'État en 2015 (résultats et gestion).....	2
Lettre de la direction du trésor juin 2016 sur le travail détaché.....	2
Calendrier important .....	2
Non résident et contrôle de leurs comptes étrangers !!!(CE 17.03.16) .....	3
Le "faux vrai " domicilié en suisse et l'assistance fiscale.....	3
Liberté d'établissement et droits sociaux (CJUE 14 JUIN 2016 .....	4
Maitre de l'affaire et revenus distribués (CE 13.06.16).....	4
Actions gratuites – Nouveau régime BOFIP du 13 juin 2016 .....	4
L'engagement hors bilan peut il être un passif ????? !!! ( CE 1er juin 2016.....	5

## Le bilan de la France vu par le président de la cour des comptes au 25mai 2016

### Le budget de l'État en 2015 (résultats et gestion)

#### le bilan de la France au 31.12.15.PDF

y compris les créances fiscales à recouvrer  
94 MM€ brut et 30MM€ de provisions soit 64 net

#### Extrait cliquez

« Je vous rappelle les trois chiffres-clés, aisés à retenir, qui vous permettront d'appréhender synthétiquement le bilan de l'État au 31 décembre 2015. D'une part, le passif total s'élève à environ 2 100 milliards d'euros. D'autre part, le total des actifs atteint presque 1 000 milliards d'euros, à un niveau globalement stable par rapport à fin 2014. Ainsi, la situation nette de l'État est négative, d'environ 1 100 milliards d'euros. *Enfin, les engagements hors bilan de l'État atteignent 3 300 milliards d'euros*, soit un montant stable par rapport à fin 2014, la moitié de ces 3 300 milliards d'euros étant au titre des retraites civiles et militaires et le quart au titre de garanties accordées par l'État. »

#### LA NOTE DE CONJONCTURE DE L INSEE . des recettes fiscales et sociales en perspective

*« Associé aux politiques d'allègement du coût du travail, ce rythme d'activité générerait la création d'environ 210.000 emplois sur l'année. Ce serait suffisant pour que le chômage baisse, de l'ordre de 0,4 point d'ici fin 2016 », estime Vladimir Passeron, chef du département de la conjoncture à l'Insee.*

#### **Lettre de la direction du trésor juin 2016**

#### « Concurrence sociale des travailleurs détachés en France: fausses évidences et réalités »

Un travailleur détaché est un salarié envoyé temporairement par son employeur sur le territoire d'un autre État membre de l'Union que celui dans lequel il travaille habituellement et où son employeur est implanté. À la différence des travailleurs migrants qui relèvent du principe communautaire de libre circulation des personnes, le détachement de travailleurs s'appuie sur le principe de libre prestation de services.

La France est le deuxième pays d'accueil en Europe après l'Allemagne, avec 229 000 salariés détachés en 2014, soit moins de 1 % de la population active française.

#### **Calendrier important**

**Les arrêts du conseil constitutionnel sur cahuzac et wildenstein seront rendus le 24 juin 2016**

Fraude fiscale Cahuzac et Wildenstein : les vrais enjeux des QPC  
par Roland Veillepeau - Ancien Directeur National Des Enquêtes Fiscales

rencontre CEDH – CONSEIL CONSTITUTIONNEL

**le 3 juin 2016, Laurent Fabius**, Président du Conseil constitutionnel de la France, a effectué une visite à la Cour et a été reçu par le Président **Guido Raimondi** accompagné d'**André Potocki**, juge élu au titre de la France, et de **Roderick Liddell**, greffier. En effet l a Grande chambre de la CEDH

,composée de 16 magistrats , doit prochainement statuer sur une affaire similaire et cette rencontre a été faite dans le cadre informel de la haute courtoisie judiciaire qui existe aussi entre nos hautes cours européennes

[Audience de Grande Chambre du 16 février 2016 Frisvold et Flom-Jacoben c. Norvege .pdf](#)

**le referendum britannique** ; en cas de non , le genie de la city exigerait que les contraintes fiscales européennes y compris l'EAR soient reportées when the pigs will fly ie à la saint glin glin . Que fera alors la Suisse dont le projet d'ordonnance d'application de l'ear est en consultation pour fin septembre ???Quant aux USA , aucune préparation officielle d'une application réciproque de la FATCA? de plus en plus le paradis financier mondial avec une OCDE taisante ?? A SUIVRE

### **Discours de Winston Churchill (Zurich, 19 septembre 1946)**

#### **A ECOUTER**

Le 19 septembre 1946, Winston Churchill,prononce à l'Université de Zurich un discours dans lequel il invite les pays européens à constituer les États-Unis d'Europe.

Le français bientôt une langue morte européenne ?  
plus le reste .....

Langue de rédaction d'origine des documents à la commission européenne				
	Anglais	Français	Allemand	Autres
1997	45	40	5	10
2003	59	29	3	12
2009	75	8	3	14
2012	81	5	5	12

[Source Rapport au parlement de la langue française 2015](#)

[cliquer](#)

### **Non résident et contrôle de leurs comptes étrangers !!!(CE 17.03.16)**

#### **Lien permanent**

Le conseil d'état vient de rappeler l'étendue du champ d'application des contrôles des comptes bancaires étrangers MÊME A DES NON RESIDENTS

L'administration peut adresser à un non résident des demandes de justifications portant, notamment, sur des avoirs ou revenus d'avoirs à l'étranger.

#### **Conseil d'État, 3ème / 8ème SSR, 17/03/2016, 383335**

#### **Le "faux vrai " domicilié en suisse et l'assistance fiscale**

la suisse accorde t elle l' assistance pour un non résident français  
La position du tribunal fédéral suisse l'arrêt du 24.09.2015.

Par ailleurs dans le même arrêt le conseil a jugé

La scolarisation d'un enfant en France démontre le centre d'intérêt familial

[Lire la suite](#)

De nos amis de Bruxelles

La Belgique a fait obstruction à la dernière minute à l'adoption de la directive anti-évasion fiscale pour les entreprises, un projet qui est en chantier depuis fin janvier 2015. Réunis au Luxembourg vendredi 17 juin, les ministres des Finances des Vingt-Huit (Ecofin) lui ont alors accordé jusqu'à lundi soir pour se rallier à la position majoritaire.

[Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur](#) cliquez

Passé ce délai, l'adoption sera automatique selon la «procédure silencieuse». «Notre objectif est d'avancer ensemble dans la lutte contre l'optimisation fiscale agressive des entreprises», a déclaré Jeroen Dijsselbloem, le ministre des Finances des Pays-Bas, Etat qui assume la présidence tournante de l'Union européenne (UE) jusqu'à la fin du mois.

Article 1 Champ d'application

La présente directive s'applique à tous les contribuables soumis à l'impôt sur les sociétés dans un ou plusieurs États membres, y compris les établissements stables d'entités ayant leur résidence fiscale dans un pays tiers situés dans un ou plusieurs États membres.

### **Liberté d'établissement et droits sociaux (CJUE 14 JUIN 2016)**

[Lien permanent](#)

La CJUE vient de statuer sur une question d'immigration à très forte implication sociale, financière et politique.

A chacun de vous d'avoir son avis il est en effet rare que la cour fasse pencher la balance du côté de la protection des finances publiques, c'est-à-dire de l'intérêt général, et non du côté d'une liberté individuelle.

[communiqué de presse dans l'affaire C-308/14](#)  
[Commission/Royaume-Uni](#)  
[L'arrêt C-308/14 du 14 juin 2016](#)

[Lire la suite](#)

### **Maitre de l'affaire et revenus distribués (CE 13.06.16)**

[Lien permanent](#)

Dans une décision en date du 13 juin 2016, le Conseil d'Etat considère que la seule qualité de maître de l'affaire permet l'imposition des distributions occultes entre ses mains, indépendamment de la question de savoir s'il avait bénéficié des dites distributions:

[les tribunes sur le revenu distribué](#)

Note EFI un lourd et chronophage contentieux se développe sur l'amende de 100% pour non révélation du bénéficiaire dans le mois de la demande par oubli, erreur ou conseil. Cet arrêt de bon sens permettra de liquider ces affaires sauf bien entendu contestation du caractère de revenu distribué. En clair, une analyse stricte de cet arrêt permettrait d'éviter que les entreprises soient soumises à la pénalité de 100% pour non révélation du bénéficiaire.

[Conseil d'État N° 391240 3ème et 8ème chambres réunies 13 juin 2016](#)

[Lire la suite](#)

### **Actions gratuites – Nouveau régime BOFIP du 13 juin 2016**

[Lien permanent](#)

Ce régime s'applique aux actions gratuites dont l'attribution a été autorisée par une décision de l'assemblée générale extraordinaire à compter du 8 août 2015 (loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 135)

[une synthèse du régime fiscal](#)

Les débats sur un réaménagement reportés au PLF 2017

Lors des débats sur le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, le gouvernement a obtenu des députés qu'ils retirent leurs amendements visant à revenir à l'allègement de la fiscalité sur les attributions gratuites d'actions prévu par la Loi Macron.

[Lire la suite](#)

**L'engagement hors bilan peut-il être un passif ???? !! ( CE 1er juin 2016)**

[Lien permanent](#)

[Conseil d'État, 8ème ch, 01/06/2016, 385113,](#)

§ 5 qu'il résulte de ces dispositions qu'un engagement éventuel, qui ne constitue pas une dette certaine dans son principe, ne peut être inscrit au passif du bilan pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés

[Lire la suite](#)